



Photo de groupe, Atelier de validation, crédit GSB

ANALYSE DES BUDGETS DE L'ETAT DANS LA PERSPECTIVE DE LA NUTRITION ET WASH

Rapport

Février 2022

Table des matières

Table des matières	2
Sigles et abréviations	3
Remerciements	4
Liste des tableaux et figurines	5
Résumé exécutif.....	6
1. Introduction	9
2. Cadre théorique.....	11
3. Contexte et justification de la mission d'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la Nutrition et Wash	13
4. Objectifs et résultats de la mission d'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la Nutrition et Wash.....	15
5. Méthodologie	15
6. Synthèse et analyse des résultats obtenus	16
6.1. Le schéma du financement de la nutrition et de Wash par l'État.....	16
6.2. Le budget réel alloué à la nutrition et Wash de 2019 à 2021 dans le budget d'État .	19
6.3. Respect des engagements pris par l'État	20
6.4. Mécanismes pour intégrer une ligne carrément nutrition et Wash dans le budget d'État.....	20
6.5. Expériences en matière d'analyse budgétaire en lien avec la nutrition et le Wash ..	21
7. Conclusion et recommandations.....	22
Annexes.....	25



GROUPE DE SUIVI BUDGETAIRE

MALI

Sigles et abréviations

ACF	Action Contre la Faim
ATPE	Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi
BN	Budget National
CN - CIEPA	Coalition Nationale de la Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
CPS	Cellule de Planification et Statistique
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CT	Collectivités Territoriales
GSB	Groupe de Suivi Budgétaire
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
OPAM	Office des Produits Alimentaires du Mali
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONGI	Organisation Non Gouvernementale Internationale
OSC	Organisation de la Société Civile
PAMN	Plan d'Actions Multisectoriel de la Nutrition
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SEEUDE	Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'État



GROUPE DE SUIVI BUDGETAIRE

MALI

Remerciements

L'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la Nutrition et Wash a été réalisée dans le cadre du Programme Right2Grow mis en œuvre dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et le District de Bamako.

Le processus de Right2Grow au Mali a, à son cœur, la responsabilisation des communautés et la société civile en matière d'influence des politiques et programmes publics.

C'est ainsi, que dans le cadre de la mise en œuvre du programme Right2grow au Mali, le Groupe de Suivi Budgétaire a contractualisé un partenariat avec Action Contre la Faim pour une mission de suivi budgétaire. Par ailleurs, GSB a signé un mémorandum de partenariat GSB-World Vision – ACF - GEGAA en vue de coordonner les interventions en matière de suivi, analyse et plaidoyer budgétaire.

Le suivi et plaidoyer budgétaire qui en est la clé de voûte nécessite la mise à dispositions d'outils devant être utilisés par les communautés en vue de la collecte de données financières et leurs analyses.

L'atelier de planification et budgétisation sensible au genre a formulé des recommandations qui ont amené le GSB à élaborer des outils de collecte et d'analyse relatifs au processus budgétaire communal et national et a formé les organisations de la société civile et les ONG sur lesdits outils. Comme suite au processus, le Groupe de Suivi Budgétaire a décidé de faire l'étude d'analyse budgétaire des budgets de l'État sur la nutrition et le Wash.

L'élaboration de ce rapport a eu lieu sous la direction de la coordination nationale de l'équipe GSB.

La préparation de ce rapport a également bénéficié de l'appui technique des équipes des partenaires de mise en œuvre du programme Right2Grow.

L'analyse budgétaire a bénéficié aussi de la contribution enrichissante de plusieurs acteurs aussi bien de la société civile que des institutions gouvernementales et non gouvernementales (la Direction Nationale du Budget, Action Contre la Faim, World Vision, la Direction Nationale de l'Hydraulique, la CN – CIEPA, le SUN, la CPS/ SEEUDE) intervenant dans le domaine du budget, de la Nutrition et de Wash. Notre reconnaissance spéciale va à l'encontre des personnes ressources, des spécialistes et experts en Nutrition et Wash.

Leur intérêt, disponibilité et engagement ont constitué un atout majeur pour rehausser la qualité du présent rapport.

Liste des tableaux et figurines

Figure 1. Schéma du financement de la Nutrition à travers le Budget National.....	17
Figure 2. Schéma du financement de l'Eau.....	19
Table 1. Evolution 2019-2020 du Programme de la DNH	19
Table 2. Expériences en matière d'analyse partagées.....	21
Table 3. Liste des personnes rencontrées.....	26



Présidium de l'atelier de restitution, crédit GSB

Résumé exécutif

Malgré l'engagement politique de haut niveau visant la Nutrition et Wash, ils demeurent sans lignes budgétaires dans le budget national et ce même si cela est le plus souvent justifié par l'adoption de l'approche programmes – budgets. Par ailleurs, le partage de Wash entre trois Ministères est un facteur majeur pour l'analyse budgétaire. En effet, il est très difficile de dissocier les budgets des différents sous – secteurs.

Pour mieux comprendre la problématique de l'existence des lignes budgétaires Nutrition et Wash dans les budgets de l'État et des schémas de financement des deux thématiques, une analyse des budgets de l'État dans la perspective de la Nutrition¹ et Wash a été commanditée par le GSB avec pour objectif d'identifier et d'analyser la part de nutrition et de Wash dans les budgets de l'État à travers les questionnements ci-après : (i) Quel est le budget réel alloué à la nutrition et Wash de 2019 à 2021 dans le budget d'État ; (ii) Quel mécanisme pour intégrer une ligne nutrition et Wash dans le budget d'État?

L'évaluation a eu lieu en décembre 2021. L'approche méthodologique a combiné les phases suivantes :

- ◆ Une phase préparatoire qui a comporté deux (2) étapes :
 - Les rencontres de cadrage avec le coordinateur et la chargée du programme Right2Grow / GSB,
 - La collecte et l'analyse documentaire,
- ◆ Une phase d'exécution comportant deux (2) phases :
 - la collecte et l'analyse des données et
 - La production du présent rapport.

L'évaluation s'est déroulée sous la supervision générale du coordinateur du GSB.

Des résultats de l'analyse, il ressort que bien que la Nutrition et Wash découlent des politiques ou des stratégies nationales, il n'existe pas de lignes / crédits budgétaires liées à ces thématiques dans les budgets de l'État.

Le budget de la Nutrition est intégré dans celui du Ministère de la santé.

Wash est à cheval sur 3 Ministères : le Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau (Eau) ; le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (Assainissement), et Le Ministère de la Santé (Hygiène publique). Le budget est affecté à Wash et chaque sous - secteur a son budget, mais l'eau et l'assainissement ont un budget commun. Donc , il n'existe pas d'inscription spécifique pour le Wash. Le budget étant alloué de façon macro à ces différents Ministères, il est difficile de faire la part des choses. Cependant, il existe une ligne de financement de Wash à travers les PTF, il s'agit du financement à travers les projets et programme, le Programme PEPA de la GIZ (eau et assainissement) ; CARE Wash

¹ Il s'agit de la nutrition spécifique

+ (eau, hygiène, assainissement), mais même à ce niveau, il est difficile de dissocier les fonds alloués à chaque sous – secteur.

Toujours selon les résultats de l'analyse, il ressort aussi que les engagements pris par l'État pour la nutrition et Wash ont été respectés à hauteur de souhait, pour le PAMN, les 15% ont été dépassé, même si pour Wash, au niveau rural des gaps sont à combler.

Eu égard à ce qui précède, et ce pour avoir des lignes budgétaires Nutrition et Wash dans les budgets de l'État, les recommandations suivantes ont été formulées.

◆ Pour la Nutrition

- ⇒ Facilitation de la participation des cadres du MEF dans les discussions de Nutrition (dans des groupes de 10 à 15 personnes) autour du directeur national de la planification et du directeur national du Budget.
- ⇒ Facilitation de la participation des ministres en charge des Finances aux réunions de haut niveau sur la Nutrition (à travers leur préparation et leur prise en charge)
- ⇒ Facilitation de la participation des ministres sectoriels aux réunions de haut niveau sur la Nutrition (à travers leur préparation et leur prise en charge)
- ⇒ Organisation des rencontres sur le financement de la nutrition et le Wash (avec pour objet : qui fait quoi ? où ? comment ? avec qui ?)
- ⇒ Organisation des dialogues multi acteurs sur la Nutrition (CT, médias, État, ONG nationales, ONGI, PTF (bailleurs, secteur privé).
- ⇒

◆ Pour Wash

⚡ La nomenclature actuelle du budget rend difficile la création de lignes Wash dans les budgets de l'État, car issue des directives de l'UEMOA et politiques nationales. Mais il est possible de développer une approche qui consiste à travailler avec les 3 départements (Mines, Énergie, Eau ; Santé , Hygiène publique ; Environnement, Assainissement, Développement Durable) pour que les budgets soient connus ainsi qu'au niveau des écoles et de la direction nationale du Budget. Sinon, il faut conduire une étude pour connaître la taille du budget.

⚡ Capitalisation et visibilité de toutes les interventions au niveau du budget.

◆ Renforcement du suivi au niveau du budget.

◆ Mise en place d'un cadre de concertation de tous les acteurs (réseau des parlementaires, les médias, la jeunesse, la SC) pour influencer l'État.

◆ Renforcement des capacités des organisations de la société civile sur le suivi et l'analyse budgétaire et le plaidoyer pour plus de lignes Wash dans le budget.



GROUPE DE SUIVI BUDGETAIRE

MALI

Les difficultés rencontrées au cours de cette évaluation ont résidé dans la non disponibilité et le manque de temps de certains responsables partenaires du programmes Right2Grow pouvant nous fournir des informations nous permettant de confronter les données documentaires et avoir des exemples concrets et palpables en ce qui concerne la mission. Aussi, les données reçues sont des données allant de 2019 à 2020 pour l'eau. Par contre pour la Nutrition, les données n'ont pas été disponibles.

En conclusion, on peut dire que l'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la réalisation des politiques favorables à la nutrition et le Wash, est l'aboutissement d'un processus enclenché à travers le partenariat entre le programme Right2Grow et le GSB. Il a permis de comprendre qu'il n'existe relativement pas de lignes/crédits budgétaires Nutrition et Wash dans les budgets de l'État.

1. Introduction

L'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la Nutrition et de Wash a porté sur leur schéma de financement par l'État en cherchant à identifier le budget réel alloué à ces deux de 2019 à 2021 dans le budget d'État.

Il s'est agi aussi de vérifier si les 600 millions correspondant à douze mille (12 000) cartons d'ATPE que l'État s'est engagé à mobiliser chaque année² sont inclus dans le budget et si le financement à hauteur de 15% du PAMN³ est effectif.

Cette mission d'analyse a aussi comme objectif de vérifier si la contribution de l'État à l'accélération du taux d'accès à l'eau potable des populations de 2 points en pourcentage par an, soit 800 000 personnes par an passe par le budget national, si oui, quelle est la ligne ?

Elle a également permis de partager les expériences des partenaires Right2Grow en termes d'analyse budgétaire dans le domaine de la Nutrition et de Wash.

Elle a permis enfin aux enquêtés de formuler des recommandations pour l'intégration de lignes budgétaires Nutrition et Wash dans les budgets de l'État.

La mission de collecte des données, s'est déroulée durant le mois de décembre 2021 au près d'acteurs aussi bien de la société civile que des institutions gouvernementales (la Direction Nationale du Budget, Action Contre la Faim, World Vision, la Direction Nationale l'Hydraulique, la CN – CIEPA, SUN, la CPS / SEEUDE) intervenant dans le domaine du budget, de la Nutrition et de Wash. La consultante avec l'appui du GSB (précisément pour l'identification des personnes à rencontrer et facilitation des rencontres) a assuré la collecte des données à travers un guide qu'elle a administré à chaque catégorie d'acteurs.

En conclusion, le choix de ces catégories d'acteurs est pertinent au regard de la question d'analyse budgétaire dans la perspective de la Nutrition et de Wash.

Le rapport comprend les parties ci-après :

Un Résumé exécutif ;

1. Introduction ;

2. Cadre théorique,

3. Contexte et justification de la mission d'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la Nutrition et Wash

² Source : N4G_les engagements du Mali pour 2021

³ Source : N4G_les engagements du Mali pour 2021



GROUPE DE SUIVI BUDGETAIRE

MALI

4. Objectifs et résultats de la mission d'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la Nutrition et Wash ;
 5. Méthodologie ;
 6. Synthèse et analyse des résultats obtenus ;
 7. Conclusion et recommandations ;
- Annexes.

2. Cadre théorique

2.1. Le budget ⁴: le budget de l'État est l'acte par lequel sont **prévues et autorisées les recettes et les dépenses** de l'État pour **une année civile**. Il est constitué d'un ensemble de comptes qui décrivent toutes les ressources et toutes les charges de l'État et de ses Ministères. Le budget de l'État est fixé par **les lois de finances** qui font l'objet **d'un vote du Parlement**. Ces lois sont : (i) **la loi de finance primitive (LFP)** qui **prévoit et autorise l'ensemble des ressources et des charges de l'État**; (ii) **les lois de finances rectificatives (LFR)** qui modifient en cours d'année les dispositions de la (LFP), (iii) **la loi de règlement** qui arrête le montant définitif des recettes et des dépenses du budget, ainsi que le résultat budgétaire (déficit ou excédent).

2.2. Les recettes sont constituées essentiellement des impôts directs (impôts sur les revenus, sur les sociétés etc...) et les indirects (TVA etc.).

2.3. Les dépenses sont constituées : (i) des dépenses de **fonctionnement** des services publics, (ii) des dépenses d'**équipement** ou d'investissement, (iii) des dépenses d'**intervention** dans les domaines social, économique et international, (iv) du paiement des **intérêts sur la dette publique**.

2.4. L'équilibre du budget de l'État est assuré au moyen de **l'endettement s'il est déficitaire** ou de **placements en cas d'excédents**.

2.5. L'analyse budgétaire : Le budget est une façon concrète et objective de mesurer l'engagement d'un gouvernement et le consensus national quant à la concrétisation du droit à l'alimentation, à l'eau, hygiène et assainissement. Une analyse budgétaire est donc essentielle pour évaluer les décisions gouvernementales d'affectation et de distribution de ressources limitées, tout en gérant des priorités concurrentes, et pour vérifier que des ressources adéquates sont attribuées aux droits de l'homme. L'analyse doit rendre compte de la façon dont les fonds sont alloués et dont les recettes (notamment fiscales) sont obtenues. Il est indispensable de pouvoir s'appuyer sur des données fiables pour détecter les écarts existant entre la théorie et la pratique et pour procéder aux changements nécessaires pour combler ces écarts. Finalement, une meilleure transparence du budget peut favoriser un engagement public accru dans le processus budgétaire. Ceci peut à son tour renforcer les politiques, les dotations et les résultats favorables aux pauvres. L'analyse des budgets gouvernementaux en la matière est un instrument qui peut être utilisé par les institutions gouvernementales, les législateurs et les organisations de la société civile (OSC). Les décisions budgétaires sont déterminées par des acteurs internes et externes, en fonction de leurs objectifs et intérêts spécifiques, ce qui peut donner lieu à des intérêts concurrents pour obtenir les ressources budgétaires nécessaires à la réalisation du droit à la sécurité alimentaire⁵, à l'Eau, Hygiène et Assainissement.

⁴ Source : La Toupie

⁵ Source : FAO



GROUPE DE SUIVI BUDGETAIRE

MALI

2.6. Nutrition spécifique: Fait référence aux actions nutritionnelles à fort impact telles que celles décrites dans la série 2013 du Lancet sur la nutrition maternelle et infantile. Ces interventions sont parfois appelées interventions « directes »

3. Contexte et justification de la mission d'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la Nutrition et Wash⁶

Au cours des dernières décennies, de grands progrès ont été réalisés pour réduire toutes les formes de dénutrition chez les enfants de moins de cinq ans (CU5⁷). En fait, la communauté internationale reconnaît qu'il existe une expertise disponible et des ressources suffisantes pour arriver à zéro cas de dénutrition. Néanmoins, près de 200 millions d'CU5 souffrent de retard de croissance (taille/âge faible), d'émaciation (poids/taille faible), ou des deux, et plus de 340 millions de carences en vitamines et minéraux. L'impact de la pandémie de COVID-19 met encore plus de CU5 en danger. Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre la plupart des cibles des ODD liées à la faim, à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, conditions préalables essentielles à un bon état nutritionnel.

Au Mali⁸, la malnutrition constitue un problème de santé publique comme dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne. Elle est l'une des causes majeures de morbidité et de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans. Il s'agit d'un problème de santé à dimension multifactorielle et multisectorielle dont les causes sous-jacentes sont l'insuffisance d'accès à une alimentation de qualité, les soins et les pratiques inappropriés d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, les mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement, l'insuffisance d'accès à l'eau potable et aux services de santé.

Conscient des enjeux liés à la problématique de la malnutrition, le Gouvernement malien a inscrit dans sa politique sanitaire des actions de lutte contre ce phénomène. C'est ainsi que le cadre de coopération Mali-PTF (Partenaires Techniques et Financiers) prévoit un appui technique et financier visant à lutter efficacement contre la malnutrition dans le pays. Selon les données de l'enquête SMART 2020, la prévalence nationale de la malnutrition aigüe globale observée est de 7,2% et celle de la malnutrition aigüe sévère 1,3%.

Pour la zone d'action du programme, Les prévalences de la malnutrition aigüe globale observées oscillent entre 5,6% dans la région de Kayes et 6,5% dans le district de Bamako. Dans les régions de Koulikoro et Sikasso, les taux sont respectivement 6,4% et 5,8%

Le Groupe de Suivi Budgétaire (GSB) créé en 2007 est une organisation crédible, reconnue comme le centre d'excellence et d'expertise de la Société Civile en matière de suivi des budgets par des analyses fiables et critiques afin de contribuer à l'amélioration de la gestion des budgets de l'État et des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Sa mission principale est de contribuer à la bonne gouvernance budgétaire publique réductrice de l'inégalité et de la pauvreté à travers le renforcement des capacités des organisations de la société civile, en collecte, traitement, analyse et plaidoyer budgétaire.

⁶ Source : TDRS de la mission

⁷ Children Under 5 years

⁸ Rapport final de l'Enquête SMART 2020-Mali

C'est dans cette dynamique que le Groupe de Suivi Budgétaire a réalisé une analyse des budgets de l'État dans la perspective de la réalisation des politiques favorables à la nutrition et le Wash.

Trois objectifs spécifiques sont retenus par le GSB :

- ⇒ Promouvoir la participation de la société civile au processus budgétaire de l'État et des communes ;
- ⇒ Contribuer à l'amélioration de l'efficacité des dépenses et de la mobilisation des ressources ;
- ⇒ Renforcer la redevabilité et la transparence dans la gestion des ressources publiques.

Right2Grow est un cadre de partenariat à la fois tactique et opportun qui offre une stratégie globale de collaboration entre les Organisations de la Société Civile (OSC) sur cinq ans. Ce cadre de partenariat comprend des approches de plaidoyer, d'apprentissage, de mutualisation des expériences, de renforcement des capacités et des perspectives de gestion adaptative.

A cet effet, le programme collabore étroitement avec le ministère Néerlandais des Affaires Étrangères aux Pays-Bas et les institutions dans les pays du programme pour atteindre des objectifs communs et un impact durable. Le programme a la vocation de s'aligner sur les acteurs internationaux tout en les incitant à se joindre au réseau mondial ainsi constitué pour impacter sur les décisions publiques en matière de Nutrition et de Wash. Le programme travaille avec les communautés, il s'agit effectivement d'interagir avec leurs organisations, le secteur privé et les partenaires gouvernementaux pour mieux articuler notre expertise dans le domaine afin de parvenir à zéro dénutrition et zéro personne sans accès aux services Wash de base.

Parmi les quatre résultats attendus du programme Right2Grow, deux sont en droite ligne avec les outils de suivi budgétaire :

- ☞ Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent de bonnes pratiques en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène, en s'attaquant conjointement aux obstacles avec les partenaires du secteur privé.
- ☞ Des Organisations de la Société Civile représentatives et dotées de moyens d'action naviguent efficacement dans l'espace civique pour plaider en faveur du leadership et de la bonne gouvernance afin de prévenir la dénutrition.

Le processus de Right2Grow au Mali a aussi à son cœur, la responsabilisation des communautés et la société civile en matière d'influence des politiques et programmes publics.

4. Objectifs et résultats de la mission d'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la Nutrition et Wash

4.1. Objectif général

L'objectif global de l'étude est d'identifier et d'analyser la part de nutrition et de Wash dans les budgets de l'État à travers les questionnements ci-dessous :

- ⇒ Quel est le budget réel alloué à la nutrition et Wash de 2019 à 2021 dans le budget d'État?
- ⇒ Quel mécanisme pour intégrer des lignes / crédits budgétaires nutrition et Wash dans le budget d'État?

4.2. Livrable attendu

Le livrable de la mission est le rapport de l'étude d'analyse budgétaire des budgets de l'État sur la nutrition et Wash.

5. Méthodologie

5.1. Approche globale

L'approche méthodologique globale adoptée repose sur l'expérience de l'équipe du GSB et de la consultante mobilisée par le coordinateur et la chargée du programme Right2Grow, et l'utilisation des méthodes d'enquêtes proposées dans les TDR de l'étude. Ainsi, la consultante a fait sienne, les expériences d'analyse budgétaire. Aussi, le travail a été effectué sous forme d'échanges éclairés et d'interaction continue entre la coordination du GSB en charge du Programme Right2Grow et la consultante.

5.2. Phase préparatoire

La phase préparatoire a consisté en la validation des objectifs de l'analyse, la collecte de la documentation disponible sur la thématique couverte, l'élaboration et la finalisation des outils de collecte de données. Elle comporte un certain nombre d'éléments :

- ⌚ **Mobilisation de la consultante devant conduire la mission d'analyse:** le bureau GSB a mobilisé une consultante expérimentée pour la coordination et le suivi de la qualité du travail.
- ⌚ **Rencontre de cadrage de la mission:** elle a eu lieu à Bamako, avec le comité technique de suivi (coordinateur GSB et la chargée Programme Riht2Grow). Elle a permis une compréhension partagée des TDR et des attentes ultimes du GSB par rapport à l'analyse. Ce fut aussi l'occasion de présenter la consultante et d'annoncer l'analyse et de collecter la documentation disponible et nécessaire au soutien de l'analyse, et de présenter la méthodologie adoptée.

- ⌚ **Exploitation des documents de base de l'analyse** : elle a été faite tout au long de l'étude, aussi bien sur le terrain que pendant la phase de rédaction du rapport. Cette revue a concerné les documents relatifs à la Nutrition et au Wash, à l'allocation des ressources à la Nutrition et au Wash. Cette revue documentaire a permis d'orienter le travail et de très bien cerner la problématique d'analyse budgétaire. Notons que cette revue documentaire s'est poursuivie jusqu'à la validation du rapport.
- ⌚ **Conception des outils de collecte des données** : conformément aux thématiques couvertes, un (1) outil de collecte intégrant les deux (2) thématiques a été élaboré et utilisé pour la collecte des données.
- ⌚ Les enquêtes structurées auprès des acteurs intervenant dans le domaine de la Nutrition et de Wash.

Mais réellement, les entretiens ont touché treize personnes dont 1 femme.

5.3. Phase de collecte des données

La collecte des données a été faite courant mois décembre 2021 et elle a été réalisée par la consultante.

5.4. Phase d'analyse des données et de production du rapport

Les données quantitatives et qualitatives obtenues à l'issue des enquêtes auprès des cibles, ont été analysées conformément au cadre d'analyse. Le présent rapport est le fruit de cette analyse.

5.5. Les difficultés rencontrées

Au cours de la mission d'analyse des budgets nous n'avons rencontré aucune difficulté majeure, néanmoins nous notons la non disponibilité de certaines personnes ressources, ce qui a occasionné beaucoup de va et vient entre ces personnes et la consultante. Pour y remédier plusieurs rencontres furent organisées et pour certains – es, les questionnaires furent envoyés en avance pour leur lecture et renseignement avant les entretiens proprement dits. Les données obtenues se limitent à 2019 – 2020 pour l'eau. Par contre pour la Nutrition les données n'ont pas été disponibles.

6. Synthèse et analyse des résultats obtenus

6.1. Le schéma du financement de la nutrition et de Wash par l'État

6.1.1. Nutrition

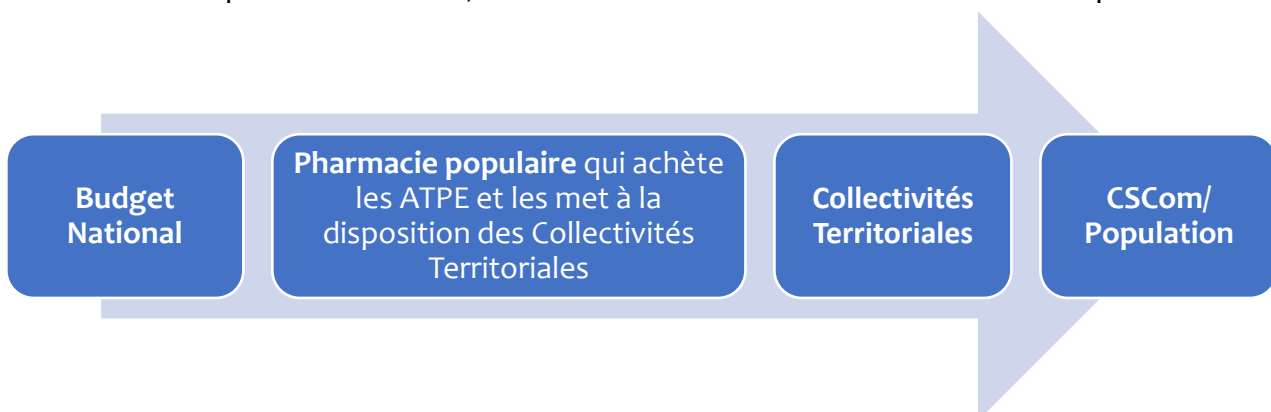
Des résultats des différents entretiens, il ressort que compte tenu des budgets programmes, l'État finance la nutrition à travers les politiques sectorielles, ainsi le budget des activités de nutrition est puisé du budget de la santé. Aussi parmi les Partenaires

Techniques et Financiers, l'UNICEF qui est le bras technique de la thématique Nutrition finance les activités liées à la nutrition, mais ceci est assuré directement à travers les Collectivités Territoriales. Il a été aussi démontré qu'il existe trois sources de financement pour la nutrition :

- ❖ **Public / État** : Le budget d'État est voté par la loi au niveau central, mais c'est la Direction Générale du Budget qui assure la mise à disposition des crédits au niveau des Directions Régionales du Budget. Cette mise à disposition des fonds est ensuite notifiée aux Collectivités Territoriales, qui une fois informées cherchent des prestataires pour la fourniture des services et qui rentrent dans la liquidation et jusqu'aux paiements.
- ❖ **Les Collectivités Territoriales** : Les compétences et quelques ressources leur sont transférées. Le budget des Collectivités Territoriales est composé des ressources propres, des dons et des legs. À travers ces fonds et sur base des plans d'investissement, les Collectivités Territoriales, peuvent financer des activités de Nutrition. Le maire est responsable des dépenses mais doit rendre compte. Tous les services peuvent suivre le maire et rendre compte au Ministère de l'administration et la DGCT. Les Collectivités ne reçoivent pas d'argent liquide en ce qui concerne l'achat des ATPE. Les différents achats ou financement des activités de Nutrition découlent des plans d'investissement et sont vérifiables à travers les Comptes Administratifs (CA).
- ❖ **Les Partenaires Techniques et Financiers** : l'État a donné la possibilité aux CT de développer des partenariats avec tout le monde, la région peut le faire pour toutes les CT, il y a des partenariats bilatéraux à travers lesquels certaines actions (comme la sécurité alimentaire) sont prises en charge

Figure 1. Schéma du financement de la Nutrition à travers le Budget National

En ce qui concerne l'État, la nutrition est financée selon le schéma ci – après :



De la figure #1, on note que la nutrition est financée à partir du budget national à travers la pharmacie populaire qui fournit les produits aux Collectivités Territoriales (CT) à travers les

Centres de Santé Communautaires (CSCOM). Ceci s’opérait au début trimestriellement mais c’est semestriellement maintenant.

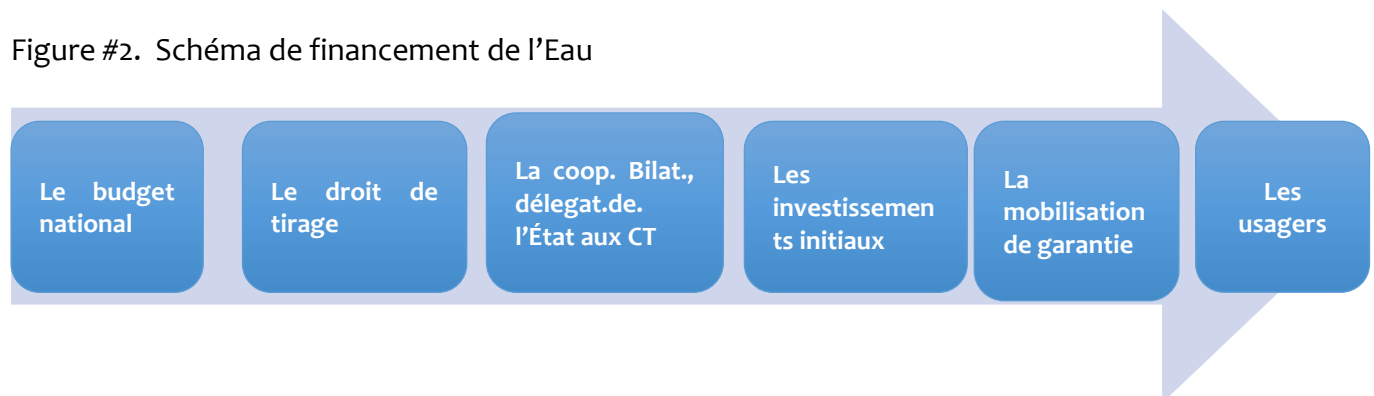
Il ressort de ce qui présente, qu’il existe plusieurs voies de financement de la Nutrition à partir du budget national, des CT et des partenaires Techniques mais il n’existe pas de lignes/crédits budgétaires Nutrition dans le Budget National.

6.1.2. Wash/Eau

Les résultats des entretiens montrent que l’eau est financée à partie des ressources internes (fonds propres de l’État) et externes (bailleurs, ONG, PTF), pour non seulement faire des réalisations d’infrastructures et ce, au profit de la population, des CT, des agglomérations, mais aussi pour le suivi du financement. Pour ce faire, les structures font leurs planifications sur 3 ans, sollicitent les montants à l’arbitrage et au niveau des PTF. Le processus est ascendant : ça part du niveau local avec l’identification et la priorisation des besoins au niveau national où ces besoins et priorités sont traduits en programme (programme des ressources en eau).

Comme pour la Nutrition, pour le Wash il existe plusieurs schémas de financement : (i) le Budget national : ministère des finances et les collectivités , (ii) Le droit de tirage, (iii) La coopération bilatérale et multilatérale où l’État aide à mobiliser les ressources à travers les conventions de financement à travers la délégation de l’État aux CT, (iv) Les Investissements initiaux (l’État et partenaires), (v) La mobilisation de la garantie (par les CT et les populations), (vi) les usagers avec paiement des services rendus⁹.

Figure #2. Schéma de financement de l’Eau



Des entretiens, il ressort que le Wash est reparti sur 3 ministères : (i) Le Ministère des Mines, de l’Énergie et de l’Eau (eau) , (ii) Le Ministère de l’Environnement et du Développement Durable (assainissement), et (iii) Le Ministère de la Santé (hygiène publique).

⁹ Ces informations ne couvrent pas l’hygiène

Pour le financement, au niveau du Budget National, le budget est affecté à l'eau, hygiène, assainissement, chaque sous - secteur a son budget, mais l'eau et l'assainissement ont un budget commun. Ainsi donc , il n'existe pas de financement précis, pas d'inscription spécifique pour le Wash. Aussi au niveau des Ministères, Eau, Santé , Éducation, le budget est donné de façon macro à ces différents Ministères, ensuite il leur revient à leur tour d'affecter des ressources et de préciser les montants alloués à chaque sous – secteur. Et c'est ce qui explique pourquoi le budget de l'hygiène n'est pas connu car il est difficile de faire la part des choses.

Il existe une ligne de financement de Wash à travers les PTF. Il s'agit du financement à travers les projets et programme, le Programme PEPA la GIZ (Eau et Assainissement) ; CARE Wash + (Eau, Hygiène, Assainissement), mais même à ce niveau, il est difficile de dissocier les fonds alloués à chaque sous – secteur.

Le secteur privé est constitué par les consommateurs à travers les branchements collectifs et individuels avec paiement des services en eau.

Pour l'eau, il y a deux grandes lignes à travers lesquelles on alloue des ressources au secteur eau.

- ⇒ Programme eau : Développement des ressources en eau / approvisionnement en eau potable : alimentation en eau potable.
- ⇒ Gestion des ressources en eau GIRE/fonctionnement des services nationaux et régionaux

Comme la nutrition, il n'existe pas de ligne/crédit budgétaire eau et assainissement dans le budget national

6.2. Le budget réel alloué à la nutrition et Wash de 2019 à 2021 dans les budgets de l'État

6.2.1. Nutrition

Le budget Nutrition est intégré dans celui du Ministère de la santé et il constitue 1% de ce budget. L'étude ne nous a pas permis de savoir à combien de francs correspond ce 1%.

6.2.2. Wash

Des entretiens il ressort que le budget réel alloué à l'eau varie d'une année à une autre, par exemple en 2018, il représente 2,62 % du budget national; et en 2019, est 3,52% du budget national.

Table 1. Évolution 2019-2020 du Programme de la DNH

Les ressources allouées pour le programme de la DNH en 2020 (115, 802 milliards de Fcfa) sont supérieures à celles de 2019 (81,379 milliards de Fcfa) avec un taux de progression de

354,2% des ressources propres de l'État et. de 24% des ressources extérieurs disponibles essentiellement liées à la mise en œuvre des projets tels que le Projet de Kabala, le Programme Nat Gestion Intégrée Ressource en eau, Aménagement Barrage Taoussa¹⁰.

Le Budget "Eau et assainissement" représente 3,6% du budget national (2020)¹¹

6.3. Respect des engagements pris par l'État

6.3.1. L'engagement de l'État à mobiliser 600 millions chaque année pour l'achat des ATPE¹²

Selon les résultats des entretiens, les 600 millions à mobiliser par l'État pour l'achat des ATPE **est bien inclus dans le budget d'État.**

6.3.2. L'engagement de l'État à hauteur à financer de 15% le nouveau PAMN 2021-2025 à travers le Budget d'État¹³

L'engagement de l'État à financer à hauteur de 15% le nouveau PAMN 2021-2025 à travers le Budget d'État a dépassé les 15%. Les achats de l'OPAM, les fonds destinés à l'eau, le financement des sites maraîchers, le financement des cantines) l'attestent. La cellule de Nutrition est financée sous ce programme, validé mais pas lancé.

6.3.3. Wash

Issu de la planification nationale, l'accès à l'eau potable en milieu urbain est relativement respecté même si les efforts doivent continuer, mais en milieu rural, beaucoup reste à faire. Il s'agit maintenant de voir comment combler ce gap. Cette contribution est assurée aussi à travers le budget de l'État et les partenaires, soit 20% pour l'État.

Mais pas de ligne budgétaire.

6.4. Mécanismes pour intégrer une ligne carrément nutrition et Wash dans le budget d'État

Comme mécanismes pour intégrer une ligne carrément Nutrition et Wash dans les budgets de l'État, plusieurs propositions ont été faites. Il s'agit notamment :

¹⁰ Source : La Direction Nationale de l'Hydraulique

¹¹ Source : CN - CIEPA

¹² Source : N4G_les engagements du Mali pour 2021

¹³ Source : N4G_les engagements du Mali pour 2021

↳ Nutrition

- ⇒ Intégration des cadres du Ministère des Finances et des Ministères sectoriels dans les discussions autour de Nutrition et de Wash.
- ⇒ Clarification des rôles et responsabilités de chaque acteur autour des rencontres.

↳ Wash

- ◇ Travailler avec les 3 départements (DFM et CPS) pour que les budgets soient connus ainsi qu'au niveau des écoles et de la direction nationale du Budget.
- ◇ Capitalisation des interventions au niveau du budget.
- ◇ Renforcement du suivi au niveau du budget.

6.5. Expériences en matière d'analyse budgétaire en lien avec la nutrition et le Wash

Les expériences en matière d'analyse budgétaire ci – dessus ont été partagées lors des entretiens. Ces expériences sont consignées dans la table 2 ci – dessous :

Table 2. Expériences en matière d'analyse partagées

N°	Organisations	Expériences
1	ACF	Analyse des Plans de Développement Socio – Économiques et Culturels. Analyse des budgets communaux.
2	CN – CIEPA	Analyse de l'apport de la société civile et des partenaires dans le financement de Wash (rapport) : initiative CN - CIEPA Analyse du budget citoyen Lecture et analyse du budget de l'État et la comparer avec les autres rubriques et vérifier la part réservée au Wash, qui en sont les bénéficiaires : par région, par milieu (rural et urbain), par catégorie de bénéficiaires, la couverture des couches vulnérables : note d'analyse et note de positionnement (document avec les informations, DNF, Hydraulique) Collaboration avec les élus pour influencer les décisions sur le budget
3	CPS - SEEUDE	Revue harmonisée du secteur : allocation des ressources, la situation d'exécution, au niveau des budgets – programmes, la situation des financements : la nature, les bailleurs, la proportion, le volume par sous- secteur.
4	DNH	Le rapport bilan : partage lors des concertations sectorielles : département rapport de performance et au niveau des acteurs
5	SUN	SUN fait l'analyse budgétaire à travers 2 méthodologies : la première qui consiste à procéder par recherche des mots clés en lien avec la Nutrition dans le budget, la deuxième est la méthodologie Ouest Africaine appelée ligne par ligne : les 2 obéit à 3 étapes essentielles : ⇒ L'organisation de l'atelier de la feuille de route avec toutes les parties prenantes : budget, les départements sectoriels, les OSC, avec pour objectif de faciliter la prise de contact entre le consultant et les différentes parties prenantes, rappel des concepts et partage de la méthodologie, aboutissant à l'élaboration de la feuille de l'analyse.

- ⇒ L'atelier de validation des différentes lignes budgétaires, de pondération et de catégorisation.
- ⇒ Validation du rapport d'analyse.

7. Conclusion et recommandations

7.1. Conclusion

L'analyse des budgets de l'État dans la perspective de la réalisation des politiques favorables à la nutrition et au Wash est l'aboutissement du processus enclenché à travers le partenariat entre le programme Right2Grow et le GSB.

De l'analyse, il ressort que bien que la Nutrition et Wash découlent des politiques ou des stratégies nationales, il n'existe pas de lignes budgétaires propres à ces thématiques dans le budget de l'État, approche programmes – budgets étant.

Le budget de la Nutrition est intégré dans celui du Ministère de la santé et ne représente qu'à peine 1% de ce budget.

Wash est à cheval sur 3 Ministères : le Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau (eau) ; le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (assainissement), et Le ministère de la Santé (hygiène publique). Le budget est affecté à Wash et chaque sous - secteur a son budget, mais l'eau et l'assainissement ont un budget commun. Donc , il n'existe pas d'inscription spécifique pour le Wash. Le budget étant alloué de façon macro à ces différents Ministères, il est difficile de faire la part des choses. Mais, il existe une ligne de financement de Wash à travers les PTF. Il s'agit du financement à travers les projets et programme, le Programme PEPA la GIZ (eau et assainissement) ; CARE Wash + (eau, hygiène, assainissement), mais même à ce niveau, il est difficile de dissocier les fonds alloués à chaque sous – secteur.

Il ressort que aussi les engagements pris par l'État pour la nutrition et Wash ont été respectés à hauteur de souhait, pour le PAMN, les 15% ont été dépassés, même si pour Wash, au niveau rural des gaps sont à combler.

Avant les recommandations, les questions ci – après méritent d'être posées :

- **Comment justifier l'absence de lignes budgétaires dans les budgets de l'État pour la Nutrition et Wash ?**
- **Est – il possible de réussir la mise en œuvre des politiques de Nutrition et de Wash sans lignes budgétaires dans les budgets l'État ?**
- **Comment assurer la satisfaction des besoins des populations en Nutrition et Wash si des ressources substantielles ne sont affectées dès le départ dans les budgets de l'État ?**

- Serait – il possible d’intégrer des lignes budgétaires Nutrition et Wash dans les budgets de l’État et malgré les pratiques actuelles et l’approche programmes - budgets?

Pour avoir des lignes budgétaires Nutrition et Wash les recommandations suivantes ont été proposées.

7.2. Recommandations

🍽️ Nutrition

N°	Recommandations	Responsables	Période
1	Initiation des études au niveau des autres départements pour évaluer les crédits alloués à la nutrition	Programmes Right2Grow et partenaires	Courant 2022
2	Facilitation de la participation des cadres du MEF dans les discussions de Nutrition et Wash (dans des groupes de 10 à 15 personnes) autour du Directeur National de la Planification et du Directeur Général du Budget	Programmes Right2Grow	Toute la durée du programme Right2Grow
3	Facilitation de la participation des Ministres en charge des Finances aux réunions de haut niveau sur la Nutrition (à travers leur préparation et leur prise en charge).	Programmes Right2Grow et partenaires	Toute la durée du programme Right2Grow
4	Facilitation de la participation des ministres sectoriels aux réunions de haut niveau sur la Nutrition (à travers leur préparation et leur prise en charge).	Programmes Right2Grow et partenaires	Toute la durée du programme Right2Grow
5	Organisation des rencontres sur le financement de la nutrition comme Wash (qui fait quoi ? où ? comment ? avec qui ?).	Programmes Right2Grow et partenaires	Périodiquement et toute la durée du programme Right2Grow
6	Organisation des dialogues multi acteurs sur la Nutrition c’est-à-dire avec les CT, médias, État, ONG nationales, ONGI, PTF (bailleurs, secteur privé	Programmes Right2Grow et partenaires	Toute la durée du programme Right2Grow

Wash

N°	Recommandations	Responsables	Période
1	Initiation d'études au niveau des autres départements pour évaluer les crédits alloués au Wash	Programmes Right2 Grow et partenaires	Courant 2022
2	Développement d'une approche qui consiste à travailler avec les 3 départements (mines, santé ...) pour que les budgets soient connus de la direction Générale du Budget.	Programmes Right2 Grow et partenaires	Toute la durée du programme Right2Grow
3	Initiation d'étude pour connaître la taille du budget alloué à l'Eau, Hygiène et Assainissement.	Programmes Right2 Grow et partenaires	2022 - 2023
3	Capitalisation et visibilité des toutes les interventions liées Wash au niveau de la Direction Générale du Budget	Programmes Right2 Grow et la Direction Générale du Budget	A la fin de chaque année
4	Renforcement du suivi au niveau de la Direction Générale du Budget accompagné de la dissémination du rapport du suivi	Programmes Right2 Grow, partenaires et la Direction Générale du Budget	Toute la durée du programme Right2Grow
5	Mise en place et animation d'un cadre de concertation de tous les acteurs (réseau des parlementaires, les médias, la jeunesse, la OSC) pour influencer l'État	Programmes Right2 Grow et. partenaires	Courant 2022 pour la création Durant la durée du programme pour l'animation (les rencontres)
6	Renforcement des organisations de la société civile sur le suivi/ l'analyse budgétaire et le plaidoyer budgétaire en mode programme pour l'insertion de lignes /crédits Wash dans les budgets	Programmes Right2 Grow et partenaires	2022 – 2023

Annexes

Annexe 1. Bibliographie

1. Atelier d'orientation des journalistes et d'élaboration d'une feuille de route sur les thématiques du programme R2G, 06 et 07 Décembre 2021
2. Étude sur la Décentralisation fiscale, rapport provisoire, REFADE, Août 2021
3. La catégorisation des lignes budgétaires, Dr Issouf TRAORÉ, Octobre 2021
4. N4G : les engagements du Mali pour 2021
5. Plan de plaidoyer électoral en faveur de l'amélioration de l'accès aux services Wash et Nutrition, Novembre 2021
6. Présentation, Atelier d'orientation des journalistes et d'élaboration d'une feuille de route sur les thématiques du programme R2G, Décembre 2021
7. Rapport de l'atelier d'appui de R2G à la mise en œuvre du plan d'action de suivi des investissements publics des 2 réseaux de journalistes Nutrition et WASH, Décembre 2021
8. Rôles et responsabilités des journalistes dans la mise en œuvre des politiques WASH : Module: « Présentation sur l'État de mise des politiques WASH au Mali », CN-CIEPA/WASH, Décembre 2021.
9. Situation nutritionnelle et Aperçu des besoins, cibles et résultats du HRP 2021, DGSHP/SDN *Décembre 2021*

Annexe. 2. Table 3. Liste des personnes rencontrées

N°	Prénom - Noms	Structure	Téléphone
1	Fousseynou TRAORÉ	ACF	93 70 82 81
2	Mohamed dit Baboye DIA	ACF	76 38 81 21
3	Boureima TABALABA	CN – CIEPA	76 02 18 50
4	Dr Djibril BAGAYOKO	Cellule Coordination Nutrition	65 59 81 70
5	Dr Issouf TRAORÉ	SUN	79 28 33 47
6	Djoouro BOUCOUM	DNH	76 02 31 56
7	Beidy SAMAKÉ	DNB	76 49 53 42
8	Moussa CISSÉ	DNB	-
9	Adama DIARRA	Word Vision	98 95 55 33
10	Bassidy DIABATÉ	GSB	76 44 43 03
11	Mme Hawa COULIBALY	GSB	60 07 30 69
12	Dramane TRAORÉ	CPS – Wash	74 14 57 56
13	Zantigui Boua KONÉ	CPS – Wash	66 62 60 72 78 81 08 88

TERMES DE REFERENCE

ANALYSE DES BUDGETS DE L'ETAT DANS LA PERSPECTIVE DE LA NUTRITION ET WASH

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION :

Au cours des dernières décennies, de grands progrès ont été réalisés pour réduire toutes les formes de dénutrition chez les enfants de moins de cinq ans (CU5). En fait, la communauté internationale reconnaît qu'il existe une expertise disponible et des ressources suffisantes pour arriver à zéro cas de dénutrition. Néanmoins, près de 200 millions d'CU5 souffrent de retard de croissance (taille/âge faible), d'émaciation (poids/taille faible), ou des deux, et plus de 340 millions de carences en vitamines et minéraux. L'impact de la pandémie de COVID-19 met encore plus de CU5 en danger. Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre la plupart des cibles des ODD liées à la faim, à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, conditions préalables essentielles à un bon état nutritionnel.

Le Groupe de Suivi Budgétaire (GSB) créé en 2007 est une organisation crédible, reconnue comme le centre d'excellence et d'expertise de la Société Civile en matière de suivi des budgets par des analyses fiables et critiques afin de contribuer à l'amélioration de la gestion des budgets de l'État et des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Sa mission principale est de contribuer à la bonne gouvernance budgétaire publique réductrice de l'inégalité et de la pauvreté à travers le renforcement des capacités des organisations de la société civile, en collecte, traitement, analyse et plaidoyer budgétaire.

C'est dans cette dynamique que le Groupe de Suivi Budgétaire réalisera une analyse des budgets de l'État dans la perspective de la réalisation des politiques favorables à la nutrition et le Wash.

Trois objectifs spécifiques sont retenus par le GSB :

- Promouvoir la participation de la société civile au processus budgétaire de l'Etat et des communes ;
- Contribuer à l'amélioration de l'efficacité des dépenses et de la mobilisation des ressources ;
- Renforcer la redevabilité et transparence dans la gestion des ressources publiques.

Right2Grow est un cadre de partenariat à la fois tactique et opportun qui offre une stratégie globale de collaboration entre les Organisations de la Société Civile (OSC) sur cinq ans. Ce cadre de partenariat comprend des approches de plaidoyer, d'apprentissage, de mutualisation des expériences, de renforcement des capacités et des perspectives de gestion adaptative.

A cet effet, nous collaborons étroitement avec le ministère Néerlandais des Affaires Étrangères aux Pays-Bas et les institutions dans les pays du programme pour atteindre des objectifs communs et un impact durable. Le R2G a la vocation de s'aligner sur les acteurs

internationaux tout en les incitant à se joindre au réseau mondial ainsi constitué pour impacter sur les décisions publiques en matière de Nutrition et WASH. Avec les communautés avec lesquelles nous travaillons, il s'agit effectivement d'interagir avec leurs organisations, le secteur privé et les partenaires gouvernementaux pour mieux articuler notre expertise dans le domaine afin de parvenir à zéro dénutrition et zéro personne sans accès aux services WASH de base !

Parmi les quatre résultats attendus du programme R2G, deux sont en droite ligne avec les outils de suivi budgétaire :

- Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent de bonnes pratiques en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène, en s'attaquant conjointement aux obstacles avec les partenaires du secteur privé.
- Des OSC représentatives et dotées de moyens d'action naviguent efficacement dans l'espace civique pour plaider en faveur du leadership et de la bonne gouvernance afin de prévenir la dénutrition.

Le processus de Right2Grow au Mali a, à son cœur, la responsabilisation des communautés et la société civile en matière d'influence des politiques et programmes publics.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Right2grow au Mali, le Groupe de Suivi Budgétaire a contractualisé un partenariat avec Action Contre la Faim pour une mission de suivi budgétaire. Par ailleurs, GSB a signé un mémorandum de partenariat GSB-World Vision - ACF- GEGAA en vue de coordonner les interventions en matière de suivi, analyse et plaidoyer budgétaire.

Le suivi et plaidoyer budgétaire qui en est la clé de voûte nécessite la mise à dispositions d'outils devant être utilisés par les communautés en vue de la collecte de données financières et leur analyse.

Sur la base des recommandations issues de l'atelier de planification et budgétisation sensible au genre, le GSB a élaboré des outils de collecte et d'analyse relative au processus budgétaire communal et national et a formé les organisations de la société civile et les ONG sur lesdits outils. C'est dans ce contexte que le Groupe de Suivi Budgétaire a prévu de faire l'étude d'analyse budgétaire des budgets de l'État sur la nutrition et Wash

II. OBJECTIFS :

L'objectif global de l'étude est d'identifier et d'analyser la part de nutrition et de Wash dans les budgets de l'État à travers les questionnements ci-dessous :

- Quel est le budget réel alloué à la nutrition et Wash de 2019 à 2021 dans le budget d'État?
- Quel mécanisme pour intégrer une ligne carrément nutrition et Wash dans le budget d'État?



GROUPE DE SUIVI BUDGETAIRE

MALI

III. LIVRABLE ATTENDU :

Rapport de l'étude d'analyse budgétaire des budgets de l'Etat sur la nutrition et Wash ;

IV. COMPOSITION DE L'EQUIPE :

La consultation sera réalisée par un cabinet ou un consultant individuel.

V. METHODOLOGIE :

Le consultant exploitera la documentation nécessaire et disponible au GSB. En outre, le GSB pourrait appuyer le consultant à obtenir d'éventuels documents auprès des tiers.

VI. PROFIL DU CONSULTANT :

Le consultant devra avoir les compétences suivantes :

- Avoir au minimum le niveau Master II en sciences sociales, en économie, planification, développement ;
- Posséder une expérience avérée d'au moins 05 ans dans le suivi-évaluation de résultats et en matière d'évaluation de projets et programmes notamment dans le domaine de renforcement des capacités et de la redevabilité sociale ;
- Avoir une bonne connaissance de la société civile au Mali ;
- Disposer de bonnes connaissances en finances publiques, des textes régissant la redevabilité et la transparence au Mali et au sein de l'UEMOA comme atout ;
- Avoir une bonne capacité de rédaction ;
- Bonne connaissance des politiques de la nutrition et de Wash comme atout.

VII. OFFRES TECHNIQUES ET FINANCIERES :

Les offres techniques et financières devront être soumises à la coordination du GSB au plus tard **le 29 Novembre 2021 à 16 h00 mn. Siège social** : Bamako, Hippodrome, Rue Nelson Mandela, Porte 1493 - **Tél** : (+223) 20 21 05 89 - **B.P** : 2793 Bamako-Mali - **E-mail**: suivibudgetaire@orangemali.net.

VIII. LIEU ET DUREE :

La consultation sera réalisée à Bamako pour une durée de vingt (20) jours ouvrables à compter de la signature du contrat y compris la phase de validation.

IX. CALENDRIER D'EXECUTION :

L'étude sera réalisée courant décembre 2021 suivant le calendrier ci-dessous :

Activités	Dates	Responsables
Réalisation de l'étude	Du 01 au 29 Décembre 2021	Consultant
Restitution des rapports	29 Décembre 2021	GSB
Finalisation des rapports	30 Décembre 2021	Consultant
Production et diffusion du rapport sous forme de livret	30 Décembre 2021	GSB

X. Source de financement : Action Contre la Faim (ACF) Espagne (Programme Right2Grow).

Pièces de l'archivage technique :

Pré-activité

- TDR validés

Post-activité

- État de paiement
- Photo
- Vidéo
- Rapport Validé.

Bamako, le 22 Novembre 2021



Équipe GSB, crédit GSB